

OCCITANIE / TRANSPORTS



Les élus écologistes de Montpellier : Fatma Nakib, Manu Reynaud, Marie Massart et Eddine Ariztegui. PHOTO R.C.

Les Verts proposent de contourner le COM

MONTPELLIER

À défaut de pouvoir faire annuler le Contournement routier ouest (COM), les écologistes ont imaginé à la place deux boulevards urbains qu'ils veulent faire financer à Vinci. Un plan B utopique ?

C'est un dossier sensible qui, aux élections municipales de 2020, aurait bien pu faire capoter l'accord de second tour entre Michaël Delafosse et les écologistes.

Le premier, devenu maire, est persuadé que le vieux projet de contournement routier ouest de Montpellier (COM) permettra de fluidifier le trafic embouteillé à l'ouest de la métropole et d'éviter qu'un accordéon de voitures ne traverse Montpellier vers l'est. Les écologistes de sa majorité municipale, bien que divisés sur d'autres sujets, restent fermes sur leur principe. À savoir qu'élargir une route (en l'occurrence la 2x2 voies existante pour relier sur 7 km l'A750 et l'A709) n'a jamais permis de réduire les bouchons en raison de l'appel d'air créé, ce que démontre le paradoxe de Braess. « C'est pareil pour le vélo ou le train : plus il y a de voies, plus il y a de voitures. Les automobilistes passent par là où ils pensent circuler le mieux », synthétise Manu Reynaud (EELV).

Ouvertement anti-bagnole, l'adjoint à la ville respirable en veut pour preuve « l'erreur » du doublement de l'A9. Réalisé par

ASF sans aménager les sorties, on ne peut nier qu'il n'a pas permis de diminuer les bouchons aux entrées de ville. D'ailleurs quel serait l'intérêt de l'aménageur Vinci ? « Son but est de générer du trafic pour générer des revenus, notamment des poids lourds », estime Manu Reynaud.

Le plan B des écologistes

Aujourd'hui, à défaut de peser suffisamment pour tordre le bras de Michaël Delafosse, les écologistes proposent un plan B, qui serait selon eux plus utile, moins nocif pour l'environnement et qui, sur le papier, ne coûterait pas un centime d'argent public. Plutôt qu'un contournement - un bras d'autoroute qui ne dit pas son nom - EELV avance l'idée d'aménager deux boulevards urbains : le premier à l'ouest via une 2x2 voies limitée à 70 km/h, le se-

« Vinci aménage sans l'avis ni l'accord des élus »

Manu Reynaud (EELV), adjoint au maire de Montpellier

cond sur l'A709 rénovée en 2x3 voies, là aussi limitée à 70 km/h au lieu de 90. Avec dans chaque sens une voie réservée aux bus et aux covoiturages. Côté aménagements, l'adjoint écologiste imagine par exemple créer un échangeur au niveau de la gare Sud de France et reprendre les bretelles manquantes du rond-point du Zénith et celles des autres échangeurs. Comme pour le projet actuel,

c'est Vinci qui financerait. « Salvador Nuñez [directeur opérationnel, Ndlr] dit que l'A709 a besoin de gros investissements, eh bien c'est à Vinci de payer ! », affirme Manu Reynaud qui anticipe. « Si c'est la Métropole qui fait ces travaux, ça lui coûtera 150 millions, alors qu'avec les 300 millions du COM, on est en capacité de faire financer deux boulevards urbains à Vinci ».

Une idée séduisante mais qui risque de ne pas plaire à la multinationale, qui ne fait pas dans le mécénat. « Monsieur Nuñez fait de la politique sur ce dossier mais il n'est pas élu. Depuis 2020, aucune consultation de la Métropole ni aucun débat n'a eu lieu. On n'a pas vu un seul plan. Vinci aménage sans l'avis ni l'accord des élus », alerte l'adjoint, comme un appel du pied à Michaël Delafosse. Lequel semble s'accommoder du fait que les discussions se passent en coulisses depuis la déclaration d'utilité publique de 2021 et surtout, fin 2023, la validation de la seconde mouture du plan de financement (la première version bancaire de Jean Castex ayant été annulée par le Conseil d'État).

Tandis que le COM est espéré par les porteurs du projet à l'horizon 2029, les écologistes veulent (enfin) ouvrir le débat. Trop tardif ? Utopique ? Quoi qu'il en soit, Eddine Ariztegui, l'adjoint animaliste, prévient. « L'objectif du COM ne sera pas atteint. Avec 269 000 tonnes de CO2 en 20 ans (selon l'étude des Shifters), il va générer les cancers de demain aux portes du poumon vert de l'Agriparc des Bouisses. C'est une gabegie économique et environnementale. »

Rémy Cougnenc

L'Occitanie en panne de chauffeurs de cars scolaires

EMPLOI

Dans un contexte de pénurie nationale, la Région Occitanie cherche à recruter plus de 300 conducteurs et conductrices de cars scolaires dont les formations seront entièrement prises en charge.

Formation financée, emploi assuré. » C'est avec cette accroche que la Région Occitanie souhaite rappeler son soutien financier à la formation des chauffeurs manquants à son réseau. La grande campagne de recrutement de conducteurs et conductrices de cars, « afin de pallier la situation de pénurie qui impacte les services de transports scolaires partout en France », a commencé dès ce début d'année, communique la Région.

Ce programme, mené en partenariat avec la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV), l'Organisation des transports routiers européens (Otre) et France Travail, est un appel à la reconversion professionnelle ou la professionnalisation vers ce secteur dont « l'importance pour l'ensemble de la chaîne éducative » est « essentielle pour l'avenir des jeunes d'Occitanie ». 5 000 conducteurs et conductrices de car interviennent en effet sur les 4 000 services scolaires et les 370 lignes régulières du réseau LiO en Occitanie. Chaque année, la

Région transporte gratuitement plus de 170 000 élèves, de la maternelle au lycée.

L'an dernier, une campagne du même type avait permis le recrutement de près de 1500 conducteurs. La Région espère donc bien recruter les 300 personnes manquantes pour desservir correctement le réseau.

Le Pacte pour l'embauche

Depuis 2022, le « pacte pour l'embauche » regroupe 40 mesures avec 54 partenaires, comme des associations ou des syndicats, pour un engagement budgétaire régional de plus de 15 millions d'euros. La collectivité « priorise les formations "Titre professionnel" afin de permettre une meilleure qualification des demandeurs d'emploi et faciliter ainsi leur insertion professionnelle à l'issue de la formation ». Un métier accessible par le biais de 2 types de formations, le permis D+ Fimo et le titre professionnel « conduite de transport en commun sur route » (TP CTCR). Des formations d'environ 400h pour la première et d'environ 560h (plus complète) pour la seconde pour un coût de 4 000 à 6 000 euros en moyenne, totalement financés par la collectivité dans le cadre du plan régional de formation. Les stagiaires qui ne seraient pas indemnisés par France Travail, seront également indemnisés par la Région.

Les Maisons de Région et Maisons de l'orientation reçoivent les prétendants à ce programme. Les informations sont à retrouver sur le site LiO de la Région Occitanie.

Zoé Loritano



Le recrutement des conducteurs et conductrices de cars continue en 2024. PHOTO F.F.